

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2007/202346]

31 MAI 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 portant nomination des membres de la Commission d'avis sur les recours introduits auprès du Gouvernement, et adoptant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'avis sur les recours

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 120, 452/1, 452/2 et 452/7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2005 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en ce qui concerne la Commission d'avis et l'instruction des recours auprès du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 portant nomination des membres de la Commission d'avis sur les recours introduits auprès du Gouvernement;

Vu le décret du Gouvernement wallon du 15 mai 2003 promouvant la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs et plus particulièrement son article 3, alinéa 1^{er};

Vu la proposition adressée au Gouvernement par la Commission régionale de l'aménagement du territoire en date du 23 janvier 2006;

Vu la proposition adressée au Gouvernement par la Commission royale des monuments, sites et fouilles en date du 22 février 2006;

Vu la proposition adressée au Gouvernement par le Conseil francophone et germanophone des architectes en date du 24 mai 2007;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 29 avril 2004 portant nomination des membres de la Commission d'avis sur les recours introduits auprès du Gouvernement, les mots suivants :

« — pour la Commission régionale d'aménagement du territoire :

Effectifs	Suppléants
Carole Werry Jacques Leenders	Jean Dumont Nathalie Henry

— pour l'Ordre national des architectes :

Effectif	Suppléant
Albane Nys	Pierre Cox

— pour le Conseil de l'Ordre des architectes de la province du Brabant wallon :

Effectif	Suppléant
Ariane Hecht	Anne-Marie Galler

— pour le Conseil de l'Ordre des architectes de la province de Hainaut :

Effectif	Suppléant
Louis Everaert	Chantal Vincent

— pour le Conseil de l'Ordre des architectes de la province de Liège :

Effectif	Suppléant
Fabienne Hennequin	Nadine Buol

— pour le Conseil de l'Ordre des architectes de la province du Luxembourg :

Effectif	Suppléant
André Vigneron	Sandra Javaux

— pour le Conseil de l'Ordre des architectes de la province de Namur :

Effectif	Suppléant
Catherine Leymarie	Francis Haulot

— pour la Commission royale des monuments, sites et fouilles :

Effectif	Suppléant
Dominique Guerrier	Anne Hauzeur »

sont remplacés par les mots qui suivent :

« — pour la Commission régionale d'aménagement du territoire :

Effectifs	Suppléants
Pierre Sauveur Pierre Govaerts	Jacques Leenders Nathalie Henry

— pour l'Ordre national des architectes :

Effectifs	Suppléants
Chantal Vincent Sylvie Agneessens	Pierre Cox Frantz Lotin

— pour la Commission royale des monuments, sites et fouilles :

Effectif	Suppléant
Dominique Guerrier	Jacques Logie »

Art. 2. Est approuvé le règlement d'ordre intérieur de la commission d'avis sur les recours introduits auprès du Gouvernement repris en annexe I^{re} au présent arrêté.

Art. 3. Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 mai 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ANNEXE I^{re}

C.A.R. : Règlement d'ordre intérieur

TITRE I^{er}. — Introduction

Article 1^{er}. Le présent règlement d'ordre intérieur est pris en application de l'article 452/7 du Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine pour la Région wallonne (CWATUP).

TITRE II. — Constitution de la Commission

Art. 2. La Commission est constituée par l'article 120 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine pour la Région wallonne (CWATUP).

L'appel aux candidatures, de même que la composition de la Commission, est conforme aux dispositions des articles 120 et 452/2 du Code précité.

Art. 3. Le président de la Commission est nommé par le Gouvernement. (Article 452/2 du CWATUP). Le président de la Commission représente le Gouvernement.

La nomination d'un membre de la Commission d'avis prend fin soit en cas de renouvellement de celle-ci, soit en cas de perte de la qualité sur la base de laquelle le membre a été nommé. (Article 452/4 du CWATUP).

Tout membre peut être révoqué par le Gouvernement en cas d'inconduite notoire ou de manquement grave aux devoirs de sa charge ou qui est absent à plus de trois séances consécutives, sauf en cas de force majeure. (Article 452/5 du CWATUP).

En cas de vacance, le membre suppléant devient membre effectif.

Il est pourvu au remplacement du membre suppléant dans les deux mois de la vacance selon les modalités visées à l'article 452/2 du CWATUP (Article 452/4 du CWATUP).

Le secrétariat de la Commission d'avis est assuré conformément à l'article 4, § 3 du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne. (Article 452/1 du CWATUP).

La direction du secrétariat est assurée par le secrétaire de la Commission.

TITRE III. — Compétences et avis

Art. 4. La Commission rend un avis sur chacun des recours introduits auprès du Gouvernement wallon conformément à l'article 119 du CWATUP Cet avis est motivé en fonction du cadre visé à l'article 452/12, alinéa 2 du même Code et des circonstances urbanistiques et architecturales locales et précise en quoi la destination générale de la zone et son caractère architectural sont ou ne sont pas compromis par le projet dont recours. (Article 452/13 du CWATUP).

Chaque membre de la Commission est tenu, en fonction de la qualité pour laquelle il a été nommé, de réaliser un examen circonstancié du recours.

La Commission se doit de veiller au respect des législations en vigueur.

Art. 5. La Commission ne délibère valablement qu'en présence du président et de trois autres membres au moins.

Le président n'a pas voix délibérative.

En cas de parité des voix, l'avis est réputé favorable à l'auteur du recours. (Article 452/3 du CWATUP).

En ce compris le président, il est interdit à tout membre de la Commission de siéger lorsqu'il a un intérêt direct à l'objet de la demande d'avis, soit personnellement, soit par personne interposée, soit comme chargé d'affaires. (Article 452/5 du CWATUP).

Art. 6. Sans préjudice des mesures particulières de publicité prévues par les dispositions décrétales et réglementaires, le Gouvernement ou son représentant, le président de la Commission, sont seuls juges de la publicité que la Commission peut accorder à ses avis.

Tous les membres sont tenus de respecter la confidentialité de la délibération et de l'avis de la Commission. (Article 452/5 du CWATUP).

Ils ne peuvent agir ou parler au nom de la Commission que sur mandat de celle-ci.

Art. 7. La Commission est toujours informée des décisions prises par le Gouvernement sur les dossiers qu'elle a eu à traiter.

Art. 8. La Commission dépose chaque année, avant le 1^{er} mars, son rapport d'activités auprès du Gouvernement.

TITRE IV. — *Fonctionnement de la Commission*

Art. 9. La Commission a son siège dans les locaux désignés par le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions. (Article 452/1 du CWATUP).

Art. 10. La Commission se réunit sur invitation du Gouvernement. (Article 120 du CWATUP).

L'invitation du Gouvernement est communiquée par le Secrétariat de la Commission à chaque membre effectif par courrier individuel au plus tard cinq jours ouvrables avant le jour de réunion.

Elle mentionne la date, l'heure et l'ordre du jour de la réunion.

Le membre effectif peut se faire remplacer par son suppléant. Dans ce cas, il lui transmet l'invitation précitée.

Le membre suppléant exerce tous les droits du membre effectif qu'il supplée.

La réunion s'organise de manière à ce qu'il y ait, selon l'ordre du jour et pour chaque dossier, un premier temps consacré à la présentation, un second temps consacré à l'audition des invités et un dernier temps consacré à la délibération :

Présentation :

Le secrétaire de la Commission ou son représentant, éventuellement assisté d'un(e) adjoint(e) procède à la présentation du dossier.

Lors de cette présentation, il communique aux membres de la Commission l'objet du recours, les moyens avancés par le requérant pour former recours, la teneur et la motivation de la décision attaquée, le cadre légal transmis par la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (article 452/12 du CWATUP). ainsi que toutes les pièces qu'il juge utiles à la compréhension du dossier.

Pour chaque dossier, une fiche récapitulative est transmise aux membres de la Commission présents.

Audition :

Suite à la présentation, le président auditionne l'ensemble des invités en ce compris les membres de la Commission.

C'est lui qui gère le temps de parole de chacun des interlocuteurs.

Au cours de l'audition, les membres s'abstiendront d'émettre leur avis personnel ou leurs éventuelles suggestions sur le dossier.

Délibération :

Suite à l'audition, le président invite les membres de la Commission à procéder à la délibération et à émettre un avis sur le dossier.

L'avis de la Commission est collégial.

Le membre qui n'est pas présent dans la salle de réunion à l'heure fixée pour l'examen d'un recours est considéré absent et est invité à rejoindre la Commission lors de l'examen du recours suivant.

Le membre qui, pour une raison quelconque, quitte la salle de réunion pendant la présentation, l'audition ou la délibération, est considéré comme absent et est invité à rejoindre la Commission lors de l'examen du recours suivant.

Dans un souci du respect d'autrui, l'usage du GSM est proscrit pendant la durée de réunion de la Commission.

Art. 11. Le bureau de la Commission est composé du président et du secrétaire.

Le rôle du bureau est limité aux tâches de gestion courante et au respect du présent règlement.

Le bureau tient à disposition des membres, les avis de la Commission et les décisions prises par le Gouvernement sur les dossiers qu'elle a eu à traiter.

Ces avis et décisions peuvent être consultés par les membres de la Commission sur demande à introduire auprès du secrétaire.

TITRE V. — *Moyens de la Commission*

Art. 12. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire met une salle d'audition à la disposition de la Commission (article 452/1 du CWATUP) et deux locaux équipés à la disposition de son secrétariat.

Par "équipé", il faut entendre : le mobilier, le téléphone et la connexion internet.

Par ailleurs, il veille à ce que son administration tienne les dossiers de recours à la disposition du secrétariat de la Commission.

Art. 13. Le Gouvernement porte au budget régional un article en prévision des dépenses de la Commission de manière à assurer l'ensemble de ses missions.

La Cellule budgétaire du cabinet du Ministre de l'Aménagement du Territoire veille à l'ordonnancement des jetons de présence et du remboursement des frais de déplacement alloués aux membres ainsi que des dépenses de la Commission au fur et à mesure des besoins de celle-ci.

Art. 14. Des jetons de présence et le remboursement des frais de déplacement sont alloués aux membres de la Commission selon les dispositions de l'article 452/6 du CWATUP

Pour effectuer leur déplacement, les membres sont autorisés à utiliser leur véhicule à moteur personnel et sont remboursés du trajet aller/retour effectué depuis leur domicile jusqu'au siège de la Commission.

Les membres qui utilisent leur véhicule à moteur personnel pour leurs déplacements ont droit à une indemnité kilométrique fixée à € 0,20 par kilomètre.

Le montant de l'indemnité kilométrique est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public, et est rattaché à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Le montant indexé des indemnités kilométriques en euro est arrondi à quatre décimales après l'unité d'euro : il s'élève à 0,2746 au 1^{er} septembre 2005.

TITRE VI. — Modification du règlement d'ordre intérieur

Art. 15. Toute proposition de modification du présent règlement fait l'objet d'une approbation du Gouvernement dans le respect de l'article 452/7 du CWATUP

La Commission est habilitée à faire des suggestions dans ce domaine.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2007 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 portant nomination des membres de la Commission d'avis sur les recours introduits auprès du Gouvernement, et adoptant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'avis sur les recours.

Namur, le 31 mai 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[2007/202346]

31. MAI 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. April 2004 zur Ernennung der Mitglieder der beratenden Kommission für bei der Regierung eingereichte Einsprüche und zur Annahme der allgemeinen Dienstordnung der beratenden Kommission für die Einsprüche

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 120, 452/1, 452/2 und 452/7;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Oktober 2005 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe hinsichtlich der beratenden Kommission und der Überprüfung der bei der Regierung eingereichten Einsprüche;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. April 2004 zur Ernennung der Mitglieder der beratenden Kommission für bei der Regierung eingereichte Einsprüche und zur Annahme der allgemeinen Dienstordnung der beratenden Kommission für die Einsprüche;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Mai 2003 zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Mann und Frau in den Beratungsorganen, insbesondere des Artikels 3, Absatz 1;

Aufgrund des Vorschlags, den die "Commission régionale de l'Aménagement du Territoire" (Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung) am 23. Januar 2006 an die Regierung gerichtet hat;

Aufgrund des Vorschlags, den die Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen am 22. Februar 2006 an die Regierung gerichtet hat;

Aufgrund des Vorschlags, den der Französischsprachige und deutschsprachige Rat der Architekten am 24. Mai 2007 an die Regierung gerichtet hat;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. April 2004 zur Ernennung der Mitglieder der beratenden Kommission für bei der Regierung eingereichte Einsprüche werden die folgenden Wörter:

«— für die "Commission régionale d'aménagement du territoire":

Effektive Mitglieder	Ersatzmitglieder
Frau Carole Werry	Herr Jean Dumont
Herr Jacques Leenders	Frau Nathalie Henry

— für den nationalen Berufsstand der Architekten:

Effektives Mitglied	Ersatzmitglied
Frau Albane Nys	Herr Pierre Cox

— für den Berufsstand der Architekten der Provinz Wallonisch-Brabant:

Effektives Mitglied	Ersatzmitglied
Frau Ariane Hecht	Frau Anne-Marie Galler

— für den Berufsstand der Architekten der Provinz Hennegau:

Effektives Mitglied	Ersatzmitglied
Herr Louis Everaert	Frau Chantal Vincent

— für den Berufsstand der Architekten der Provinz Lüttich:

Effektives Mitglied	Ersatzmitglied
Frau Fabienne Hennequin	Frau Nadine Buol

— für den Berufsstand der Architekten der Provinz Luxemburg:

Effektives Mitglied	Ersatzmitglied
Herr André Vigneron	Frau Sandra Javaux

— für den Berufsstand der Architekten der Provinz Namur:

Effektives Mitglied	Ersatzmitglied
Frau Catherine Leymarie	Herr Francis Haulot

— für die Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen:

Effektives Mitglied	Ersatzmitglied
Herr Dominique Guerrier	Frau Anne Hauzeur»

durch die folgenden Wörter ersetzt:

«— für die äCommission régionale d'aménagement du territoire:

Effektive Mitglieder	Ersatzmitglieder
Herr Pierre Sauveur Herr Pierre Govaerts	Herr Jacques Leenders Frau Nathalie Henry

— für den nationalen Berufsstand der Architekten:

Effektive Mitglieder	Ersatzmitglieder
Frau Chantal Vincent Frau Sylvie Agneessens	Herr Pierre Cox Herr Frantz Lotin

— für die Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen:

Effektives Mitglied	Ersatzmitglied
Herr Dominique Guerrier	Herr Jacques Logie»

Art. 2 - Die in der Anlage I zum vorliegenden Erlass angeführte allgemeine Dienstordnung der beratenden Kommission für bei der Regierung eingereichte Einsprüche wird genehmigt.

Art. 3 - Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. Mai 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung
A. ANTOINE

ANLAGE I

Beratende Kommission für die Einsprüche: Allgemeine Dienstordnung

TITEL I — Einleitung

Artikel 1. Die vorliegende Dienstordnung wird in Anwendung von Artikel 452/7 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe für die Wallonische Region (CWATUP) gefasst.

TITEL II — Einrichtung der Kommission

Art. 2 - Die Kommission wird durch Artikel 120 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe für die Wallonische Region (CWATUP) eingerichtet.

Der Aufruf an die Bewerber sowie die Zusammensetzung der Kommission entsprechen den Bestimmungen von Artikeln 120 und 452/2 des vorerwähnten Gesetzbuches.

Art. 3 - Der Vorsitzende wird von der Regierung ernannt. (Artikel 452/2 des CWATUP). Der Vorsitzende der Kommission vertritt die Regierung.

Die Ernennung eines Mitglieds der beratenden Kommission läuft ab entweder bei einer Erneuerung der Kommission, oder falls dieses Mitglied die Eigenschaft, auf deren Grundlage es ernannt wurde, nicht mehr besitzt. (Artikel 452/4 des CWATUP).

Die Regierung ist berechtigt, ein Mitglied wegen eines notorischen Fehlverhaltens oder einer schwerwiegenden Pflichtverletzung im Rahmen seines Amtes abzusetzen. Abgesehen von Fällen höherer Gewalt ist diese Absetzung ebenfalls möglich, falls das Mitglied während drei aufeinanderfolgenden Sitzungen abwesend ist. (Artikel 452/5 des CWATUP).

Bei Vakanz wird das stellvertretende Mitglied zum Vollmitglied.

Das stellvertretende Mitglied wird innerhalb von zwei Monaten ab der Vakanz ersetzt, in Übereinstimmung mit den in Artikel 452/2 des CWATUP angeführten Durchführungsbestimmungen. (Artikel 452/4 des CWATUP).

Das Sekretariat der Kommission wird in Übereinstimmung mit Art. 4 § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der wirtschaftlichen Planung und Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrats der wallonischen Region, und insbesondere was den "Conseil économique régional pour la Wallonie" angeht, geführt. (Artikel 452/1 des CWATUP).

Die Direktion des Sekretariats wird vom Sekretär der Kommission wahrgenommen.

TITEL III — Zuständigkeiten und Gutachten

Art. 4 - Die Kommission gibt ein Gutachten über jeden der Einsprüche, der gemäß Artikel 119 des CWATUP bei der wallonischen Regierung eingereicht wurde, ab. Dieses Gutachten wird aufgrund des in Artikel 452/12 Absatz 2 erwähnten Rahmens und der örtlichen städtebaulichen und architektonischen Gegebenheiten begründet. In dem Gutachten wird angegeben, in wie weit das Projekt, das Gegenstand des Einspruchs ist, die allgemeine Zweckbestimmung des Gebiets und seine architektonischen Eigenschaften beeinträchtigt oder nicht. (Artikel 452/13 des CWATUP).

Jedes Mitglied der Kommission ist verpflichtet, je nach der Eigenschaft, aufgrund deren er ernannt wurde, eine ausführliche Überprüfung des Einspruchs vorzunehmen.

Die Kommission muss für die Beachtung der geltenden Gesetzgebungen sorgen.

Art. 5 - Die Kommission ist beschlussfähig, wenn der Vorsitzende und wenigstens drei andere Mitglieder anwesend sind.

Der Vorsitzende hat keine beschließende Stimme.

Bei Stimmgleichheit gilt das Gutachten als positiv zugunsten des Urhebers des Einspruchs. (Artikel 452/3 des CWATUP).

Es ist jedem Mitglied der Kommission, einschließlich des Vorsitzenden, untersagt, an den Sitzungen teilzunehmen, wenn es ein unmittelbares Interesse an einer zur Beratung stehenden Frage hat, sei es persönlich, oder über eine Drittperson, oder als Bevollmächtigter. (Artikel 452/5 des CWATUP).

Art. 6 - Unbeschadet der besonderen durch die Dekrets- und Verordnungsbestimmungen vorgesehenen Bekanntmachungsmaßnahmen kann die Regierung oder ihr Vertreter - der Vorsitzende der Kommission - allein entscheiden, ob die Kommission ihre Gutachten bekanntgeben darf.

Alle Mitglieder sind verpflichtet, die Vertraulichkeit der Beratung und des Gutachtens der Kommission zu beachten. (Artikel 452/5 des CWATUP).

Sie sind nur berechtigt, nach Erhalt des Auftrags der Kommission in ihrem Namen zu handeln und zu sprechen.

Art. 7 - Die Kommission ist immer über die durch die Regierung gefassten Beschlüsse über die Akten, die sie bearbeiten musste, informiert.

Art. 8 - Die Kommission legt jedes Jahr vor dem 1. März der Regierung ihren Tätigkeitsbericht vor.

TITEL IV — Arbeitsweise der Kommission

Art. 9 - Die Kommission hat ihren Sitz in den Räumlichkeiten, die vom Ministe, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, bestimmt werden. (Artikel 452/1 des CWATUP).

Art. 10 - Die Kommission versammelt sich auf Einladung der Regierung. (Artikel 120 des CWATUP).

Die Einladung der Regierung wird mindestens fünf Werktage vor dem Tag der Versammlung jedem effektiven Mitglied durch das Sekretariat der Kommission durch ein persönliches Schreiben übermittelt.

Sie gibt das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung der Versammlung an.

Das effektive Mitglied kann sich durch seinen Stellvertreter ersetzen lassen. In diesem Fall übermittelt er ihm die vorerwähnte Einladung.

Das stellvertretende Mitglied übt die gesamten Rechte des effektiven Mitglieds, das es ersetzt, aus.

Die Versammlung wird so organisiert, dass je nach der Tagesordnung und für jede Akte ein erster Zeitabschnitt der Vorstellung, ein zweiter Zeitabschnitt der Anhörung der Eingeladenen und ein letzter Zeitabschnitt der Beratung gewidmet werden.

Vorstellung:

Der Sekretär der Kommission oder dessen Vertreter nimmt, ggf. mit dem Beistand einer/eines Beigeordneten, die Vorstellung der Akte vor.

Bei dieser Vorstellung teilt er den Mitgliedern der Kommission den Gegenstand des Einspruchs, die Klagegründe, die der Kläger vorbringt, um Einspruch zu erheben, den Inhalt und die Begründung des angefochteten Beschlusses, den durch die Generaldirektion der Raumordnung, des Städtebaus und des Erbes (Artikel 452/12 des C.W.A.T.U.P) übermittelten gesetzlichen Rahmen sowie die gesamten Unterlagen, die er für die Verständlichkeit der Akte für notwendig erachtet, mit.

Für jede Akte wird den anwesenden Mitgliedern der Kommission eine zusammenfassende Notiz übermittelt.

Anhörung:

Nach der Vorstellung hört der Vorsitzende die gesamten Eingeladenen, einschließlich der Mitglieder der Kommission, an.

Er verwaltet die Redezeit jedes der Gesprächsteilnehmers.

Im Laufe der Anhörung vermeiden es die Mitglieder, zu einer Akte ihre persönliche Meinung zu äußern oder ihre eventuellen Anregungen zu machen.

Beratung:

Nach der Anhörung fordert der Vorsitzende die Mitglieder der Kommission auf, zur Beratung überzugehen und ein Gutachten über die Akte abzugeben.

Das Gutachten der Kommission ist kollegial.

Das Mitglied, das zu der für die Überprüfung eines Einspruchs festgelegten Uhrzeit nicht im Versammlungsraum anwesend ist, wird als abwesend betrachtet und aufgefordert, sich der Kommission bei der Überprüfung des nächsten Einspruchs anzuschließen.

Das Mitglied, das im Laufe der Vorstellung, der Anhörung oder der Beratung den Versammlungsraum aus irgendeinem Grund verläßt, wird als abwesend betrachtet und aufgefordert, sich der Kommission bei der Überprüfung des nächsten Einspruchs wieder anzuschließen.

Im Hinblick auf den Respekt der Anwesenden ist die Benutzung des Handys während der Versammlung der Kommission untersagt.

Art. 11 - Der Vorstand der Kommission setzt sich aus dem Vorsitzenden und dem Sekretär zusammen.

Die Rolle des Vorstands ist auf die Aufgaben der täglichen Verwaltung und auf die Beachtung der vorliegenden Dienstordnung beschränkt.

Der Vorstand stellt die Gutachten der Kommission und die Beschlüsse, die die Regierung über die Akten, die sie bearbeiten sollte, gefasst hat, zur Verfügung der Mitglieder.

Diese Gutachten und Beschlüsse können durch die Mitglieder der Kommission auf ihrem Antrag, der beim Sekretär eingereicht werden muss, eingesehen werden.

TITEL V — *Mittel der Kommission*

Art. 12 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, stellt der Kommission einen Versammlungsraum (Artikel 452/1 des CWATUP) sowie den Sekretariat zwei ausgestattete Räume zur Verfügung.

Ausgestattete Räume umfassen das Mobiliar, das Telefon und die Internetverbindung.

Er sorgt außerdem dafür, dass seine Verwaltung die Einspruchsakten dem Sekretariat der Kommission zur Verfügung stellt.

Art. 13 - Die Regierung trägt in den regionalen Haushaltsplan einen Artikel im Hinblick auf die Ausgaben der Kommission ein, damit sie ihre gesamten Aufgaben bewältigen kann.

Die Haushaltszelle des Kabinetts des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, sorgt für die Anweisung zur Zahlung der Anwesenheitsgelder und zur Rückerstattung der Fahrtkosten, die den Mitgliedern gewährt werden, sowie für die Anweisung zur Zahlung der Ausgaben der Kommission je nach ihren Bedürfnissen.

Art. 14 - Anwesenheitsgelder und die Rückerstattung der Fahrtkosten werden den Mitgliedern der Kommission nach den Bestimmungen von Artikel 452/6 des CWATUP gewährt.

Um ihre Fahrten vorzunehmen, wird den Mitgliedern erlaubt, ihr eigenes Fahrzeug zu benutzen. Die Hin- und Rückfahrt von ihrem Wohnsitz bis zum Sitz der Kommission wird ihnen rückerstattet.

Die Mitglieder, die ihr eigenes Motorfahrzeug für ihre Fahrten benutzen, haben Anrecht auf eine Kilometerentschädigung von € 0,20 pro Kilometer.

Der Betrag der Kilometerentschädigung ist an die Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise gebunden gemäß den Regeln, die durch das Gesetz vom 1. März 1977 zur Regelung der Verbindung gewisser Ausgaben des öffentlichen Sektors mit dem Verbraucherpreisindex des Königreichs vorgeschrieben sind, und wird an den Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

Der indizierte Betrag der Kilometerentschädigungen in Euro wird auf vier Dezimalen nach der Einheit von Euro abgerundet : er entspricht 0,2746 am 1. September 2005.

Titel VI — *Abänderung der allgemeinen Dienstordnung*

Art. 15 - Jeder Vorschlag zwecks Abänderung der vorliegenden Dienstordnung ist Gegenstand einer Genehmigung der Regierung unter Einhaltung von Artikel 452/7 des CWATUP

Die Kommission ist befugt, in diesem Bereich Anregungen zu machen.»

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2007 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. April 2004 zur Ernennung der Mitglieder der beratenden Kommission für bei der Regierung eingereichte Einsprüche und zur Annahme der allgemeinen Dienstordnung der beratenden Kommission für die Einsprüche beigefügt zu werden.

Namur, den 31. Mai 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[2007/202346]

31 MEI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 tot benoeming van de leden van de Adviescommissie over de beroepen die bij de Regering worden ingediend, en tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Adviescommissie over de beroepen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 120, 452/1, 452/2 en 452/7;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 oktober 2005 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wat betreft de adviescommissie en het onderzoek van de beroepen die bij de Regering worden ingesteld;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 tot benoeming van de leden van de Adviescommissie voor de bij de Regering ingestelde beroepen;

Gelet op het decreet van de Waalse Regering van 15 mei 2003 tot bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen, inzonderheid op artikel 3, eerste lid;

Gelet op het voorstel dat op 23 januari 2006 aan de Regering door de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening; wordt voorgelegd

Gelet op het voorstel dat op 22 februari 2006 aan de Regering door de Koninklijke Commissie voor monumenten, landschappen en opgravingen wordt voorgelegd;

Gelet op het voorstel dat op 24 mei 2007 aan de Regering door de "Conseil francophone et germanophone des Architectes" wordt voorgelegd;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 tot benoeming van de leden van de Adviescommissie voor de bij de Regering ingestelde beroepen worden de volgende woorden :

« — voor de Gewestelijke Commissie Ruimtelijke Ordening :

Gewoon lid	Plaatsvervangend lid
Carole Werry Jacques Leenders	Jean Dumont Nathalie Henry

— voor de Nationale Orde der Architecten :

Gewoon lid	Plaatsvervangend lid
Albane Nys	Pierre Cox

— voor de Orde der Architecten van de provincie Waals-Brabant :

Gewoon lid	Plaatsvervangend lid
Ariane Hecht	Anne-Marie Galler

— voor de Orde der Architecten van de provincie Henegouwen :

Gewoon lid	Plaatsvervangend lid
Louis Everaert	Chantal Vincent

— voor de Orde der Architecten van de provincie Luik :

Gewoon lid	Plaatsvervangend lid
Fabienne Hennequin	Nadine Buol

— voor de Orde der Architecten van de provincie Luxemburg :

Gewoon lid	Plaatsvervangend lid
André Vigneron	Sandra Javaux

— voor de Orde der Architecten van de provincie Namen :

Gewoon lid	Plaatsvervangend lid
Catherine Leymarie	Francis Haulot

— voor de Koninklijke Commissie van monumenten, landschappen en Opgravingen :

Gewoon lid	Plaatsvervangend lid
Dominique Guerrier	Anne Hauzeur »

vervangen door de volgende woorden :

« - voor de Gewestelijke Commissie Ruimtelijke Ordening :

Gewoon lid	Plaatsvervangend lid
Pierre Sauveur Pierre Govaerts	Jacques Leenders Nathalie Henry

— voor de Nationale Orde der Architecten :

Gewoon lid	Plaatsvervangend lid
Chantal Vincent Sylvie Agneessens	Pierre Cox Frantz Lotin

— voor de Koninklijke Commissie van Monumenten, Landschappen en Opgravingen :

Gewoon lid	Plaatsvervangend lid
Dominique Guerrier	Jacques Logie »

Art. 2. Het in bijlage bij dit besluit huishoudelijk reglement van de Adviescommissie over de beroepen die bij de Regering worden ingediend wordt goedgekeurd.

Art. 3. De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 mei 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

BIJLAGE I

A.C.B. : Huishoudelijk reglement

TITEL I. — *Inleiding*

Artikel 1. Dit huishoudelijk reglement wordt uitgevaardigd met toepassing van artikel 452/7 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium van het Waalse Gewest (W.W.R.O.S.P.).

TITEL II. — *Oprichting van de Commissie*

Art. 2. De Commissie wordt opgericht met toepassing van artikel 120 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium van het Waalse Gewest (W.W.R.O.S.P.).

De oproep tot de kandidaten, evenals de samenstelling van de Commissie, stemt overeen met de bepalingen van de artikelen 120 en 452/2 van voornoemd Wetboek.

Art. 3. De voorzitter van de Commissie wordt door de Regering benoemd (artikel 452/2 van het W.W.R.O.S.P.). De voorzitter van de Commissie vertegenwoordigt de Regering.

De benoeming van een lid van de Adviescommissie wordt beëindigd bij hernieuwing van de commissie of bij verlies van hoedanigheid op grond waarvan het lid is benoemd (artikel 452/4 van het W.W.R.O.S.P.).

Elk commissielid kan door de Regering afgezet worden in geval van kennelijk wangedrag of plichtsverzuim of indien het afwezig blijft van meer dan drie opeenvolgende vergaderingen, overmacht niet te na gesproken (artikel 452/5 van het W.W.R.O.S.P.).

Indien het mandaat openvalt, wordt de plaatsvervanger gewoon lid.

De plaatsvervanger wordt binnen de twee maanden na het openvallen vervangen op de wijze bedoeld in artikel 452/2 van het W.W.R.O.S.P. (artikel 452/4 van het W.W.R.O.S.P.).

Het secretariaat van de adviescommissie wordt waargenomen overeenkomstig artikel 4, § 3, van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de gewestelijke economische raad voor Wallonië betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een economische en sociale Raad van het Waalse Gewest (artikel 452/1 van het W.W.R.O.S.P.).

De directie van het secretariaat wordt verzekerd door de secretaris van de Commissie.

TITEL III. — *Bevoegdheden en adviezen*

Art. 4. Overeenkomstig artikel 119 van het W.W.R.O.S.P. brengt de Commissie een advies uit over elk van de beroepen dat bij de Waalse Regering wordt ingediend. Dit advies wordt gemotiveerd in functie van het kader bedoeld in artikel 452/12, lid 2, van hetzelfde Wetboek en van de plaatselijke stedenbouwkundige en architecturale omstandigheden en er wordt aangegeven waarom de algemene bestemming van het gebied en diens architectonische karakter al dan niet in gevaar worden gebracht door het project waartegen een beroep wordt ingediend (artikel 452/13 van het W.W.R.O.S.P.).

Elk lid van de Commissie moet, in functie van de hoedanigheid waarvoor hij is benoemd, een omstandig onderzoek van het beroep uitvoeren.

De Commissie moet waken over het naleven van de vigerende wetgevingen.

Art. 5. De Commissie vergadert slechts rechtsgeldig als tenminste de voorzitter en 3 andere leden aanwezig zijn.

De voorzitter is niet stemgerechtigd.

Bij staking van stemmen wordt het advies geacht gunstig te zijn voor de beroepsindieners (artikel 452/3 van het W.W.R.O.S.P.).

Met inbegrip van de voorzitter is het elk Commissielid verboden te zetelen indien het een rechtstreeks belang heeft in de aangelegenheid waarom advies wordt verzocht, ofwel persoonlijk, ofwel via een tussenpersoon, ofwel als zaakgelastigde (artikel 452/5 van het W.W.R.O.S.P.).

Art. 6. Onverminderd de bijzondere bekendmakingsmaatregelen bedoeld bij decretale of reglementaire voorschriften, zijn de Regering of haar vertegenwoordiger, de voorzitter van de Commissie, de enigen die over de bekendmaking beslissen die de Commissie voor haar adviezen kan geven.

Alle leden dienen het vertrouwelijk karakter van de beraadslagingen en het advies van de commissie in acht te nemen (artikel 452/5 van het W.W.R.O.S.P.).

Ze kunnen enkel met een lastgeving optreden of spreken namens de Commissie.

Art. 7. De Commissie dient altijd geïnformeerd te worden over de door de Regering genomen beslissingen inzake de door haar behandelde dossiers.

Art. 8. Elk jaar vóór 1 maart dient de Commissie haar activiteitenverslag in bij de Regering.

TITEL IV. — *Werking van de Commissie*

Art. 9. De Commissie zetelt in de lokalen aangewezen door de Minister bevoegd voor Ruimtelijke ordening. (Artikel 452/1 van het W.W.R.O.S.P.).

Art. 10. De Commissie vergadert op uitnodiging van de Regering (artikel 120 van het W.W.R.O.S.P.).

De uitnodiging van de Regering wordt uiterlijk vijf werkdagen vóór de vergadering door het Secretariaat van de Commissie individueel aan elk gewoon lid meegedeeld.

Ze vermeldt de datum, het uur en de agenda van de vergadering.

Het gewoon lid kan zich door zijn plaatsvervanger laten vervangen. In dit geval maakt hij hem de voornoemde uitnodiging over.

Het plaatsvervangend lid oefent alle rechten uit van het gewoon lid dat hij vervangt.

De vergadering wordt gepland zodat, volgens de agenda en voor elk dossier, eerst de voorlegging, dan het verhoor van de genodigden en tenslotte de beraadslagingen aan bod komen :

Voorlegging :

De secretaris van de Commissie of zijn vertegenwoordiger, eventueel bijgestaan door een adjunct, legt het dossier voor.

Bij die voorlegging bezorgt hij aan de leden van de Commissie het voorwerp van het beroep, de door de eiser aangevoerde middelen om beroep in te dienen, de inhoud en de motivering van de betwiste beslissing, het door het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium overgezonden wettelijk kader (artikel 452/12 van het W.W.R.O.S.P.) alsook alle nuttige stukken voor de verstaanbaarheid van het dossier.

Voor elk dossier wordt een samenvattende fiche bezorgd aan de aanwezige leden van de Commissie.

Verhoor :

Na de voorlegging hoort de voorzitter alle genodigden met inbegrip van de leden van de Commissie.

Hij legt de spreektijd van ieder deelnemer vast.

Gedurende het verhoor zullen de leden zich onthouden hun persoonlijke mening of hun eventuele suggesties over het dossier te geven.

Beraadslaging :

Na het verhoor worden de leden van de Commissie door de voorzitter verzocht om met de beraadslaging te beginnen en een mening over het dossier te geven.

Het advies van de Commissie is collegiaal.

Het lid dat in de vergaderzaal op het uur bepaald voor het onderzoek van een beroep niet aanwezig is, wordt als afwezig beschouwd en wordt verzocht zich te voegen bij de Commissie voor het onderzoek van het beroep dat volgt.

Het lid dat, om één of andere reden, de vergaderzaal tijdens de voorlegging, het verhoor of de beraadslaging verlaat, wordt als afwezig beschouwd en wordt verzocht zich te voegen bij de Commissie voor het onderzoek van het beroep dat volgt.

Met inachtneming van respect voor de anderen is het gebruik van een gsm tijdens gans de duur van de vergadering van de Commissie verboden.

Art. 11. Het bureau van de Commissie is samengesteld uit de voorzitter en de secretaris.

De rol van het bureau is beperkt tot de taken van dagelijks beheer en tot de naleving van dit reglement.

Het bureau houdt n de adviezen van de Commissie en de door de Regering genomen beslissingen inzake de door haar behandelde dossiers ter beschikking van de lede.

Deze adviezen en beslissingen kunnen door de leden van de Commissie geraadpleegd worden op verzoek bij de secretaris.

TITEL V. — *Middelen van de Commissie*

Art. 12. De Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening stelt een verhoorlokaal ter beschikking van de Commissie (artikel 452/1 van het W.W.R.O.S.P.) en twee uitgeruste lokalen ter beschikking van haar secretariaat.

Onder "uitgerust" moet worden verstaan : het kantoormeubilair, de telefoon en de internetverbinding.

Hij waakt er tevens over dat de beroepsdossiers door zijn administratie ter inzage van het secretariaat van de Commissie worden gelegd.

Art. 13. De Regering boekt een post op de gewestelijke begroting met het oog op de uitgaven van de Commissie om al haar opdrachten te vervullen.

De begrotingscel van het kabinet van de Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening waakt over de ordonnancering van de presentiegelden en van de terugbetaling van de reiskosten toegekend aan de leden alsook de uitgaven van de Commissie naargelang van haar behoeften.

Art. 14. Presentiegelden en de terugbetaling van de reiskosten worden toegekend aan de leden van de Commissie volgens de bepalingen van artikel 452/6 van het W.W.R.O.S.P.

Om zich te verplaatsen, mogen de leden hun eigen voertuig gebruiken en worden terugbetaald voor de heen en terug reis tussen hun woonplaats en de zetel van de Commissie.

De leden die hun eigen voertuig gebruiken om zich te verplaatsen hebben recht op een kilometervergoeding van € 0,20 per kilometer.

Het bedrag van de kilometervergoeding wordt aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen gekoppeld overeenkomstig de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, en wordt gekoppeld aan het spilindex 138,01 van 1 januari 1990.

Het geïndexeerd bedrag in euro van de kilometervergoedingen wordt afgerond op vier decimalen na de eenheid euro : het bedraagt 0,2746 op 1 september 2005.

TITEL VI. — *Wijziging van het huishoudelijk reglement*

Art. 15. Ieder voorstel tot wijziging van dit reglement maakt het voorwerp van een goedkeuring van de Regering overeenkomstig artikel 452/7 van het W.W.R.O.S.P.

De Commissie wordt ertoe gemachtigd suggesties in dit verband te maken.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2007 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 tot benoeming van de leden van de Adviescommissie over de beroepen die bij de Regering worden ingediend, en tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Adviescommissie over de beroepen.

Namen, 31 mei 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE